

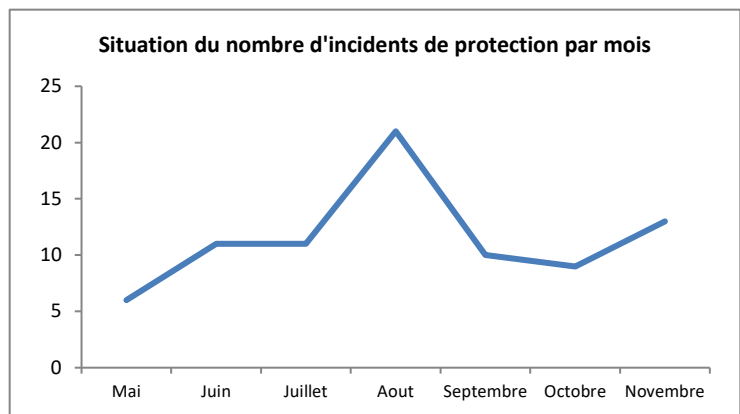
**RAPPORT MENSUEL DE PROTECTION NOVEMBRE 2020
REGION DU L'EST**

CONTEXTE/POINTS SAILLANTS

La situation sécuritaire de la région de l'Est est restée très précaire durant le mois de novembre 2020. Il faut de prime à bord noter que le mois de novembre 2020 a été marqué par les élections couplées présidentielles et législatives sur l'ensemble du territoire. Mais, ces élections n'ont pas été effectives dans les communes de Botou, Tansarga, Logobou dans la province de la Tapoa et Bartiéboungou dans la Komondjari. Cette situation résulte du risque sécuritaire élevé et de l'impossibilité de la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) à déployer ses équipes dans ces communes. Les provinces de la Tapoa, de la Komondjari et de la Gnagna restent celles qui, depuis deux mois, sont devenues le terrain des exactions des hommes armés non identifiés (HANI). Ainsi, on y a enregistré un nombre élevé d'incidents tant sécuritaires que de protection au cours de ce mois.

Les incidents de protection ont porté entre autres sur des atteintes au droit à la vie, des atteintes au droit à la propriété, des atteintes à l'intégrité physique et psychique et des atteintes à la liberté individuelle. Sur le plan sanitaire un nouveau cas de COVID-19 a été enregistré dans la commune de Fada, précisément à Namoungou, par transmission communautaire.

Le couvre-feu dans le cadre des efforts de sécurisation de la région a été prorogé jusqu'au 1er décembre 2020 de 00h à 4H00 pour la ville de Fada, de 22h00 à 04h00 pour les autres localités de la région.

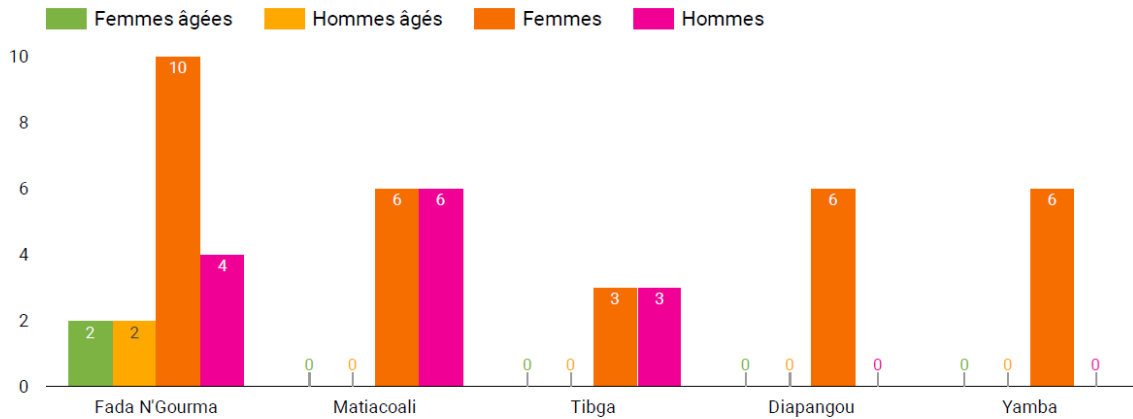


De tout ce qui précède, ce sont les violations de droits humains, en l'occurrence les atteintes à la vie de personnes civiles qui ont été accentuées au cours de ce mois. Malgré, l'hostilité de l'environnement physique du fait de l'activité des groupes d'opposition armés radicaux, les populations se montrent de plus en plus résilients comme l'indique le faible nombre de nouveaux déplacés constatés à travers le monitoring communautaire.

ZONES COUVERTES DANS LA PERIODE SOUS RAPPORT

Au cours de ce mois, les activités de protection ont concerné les provinces de du Gourma, de la Tapoa et de la Komondjari. La province du Gourma dans la totalité de ses communes a été couverte par le monitoring communautaire à travers des focus groups ; dont 2 à Diabo, 1 à Tibga, 1 à Diapangou, 2 à Yamba, 04 à Fada et 3 à Maticoaali.

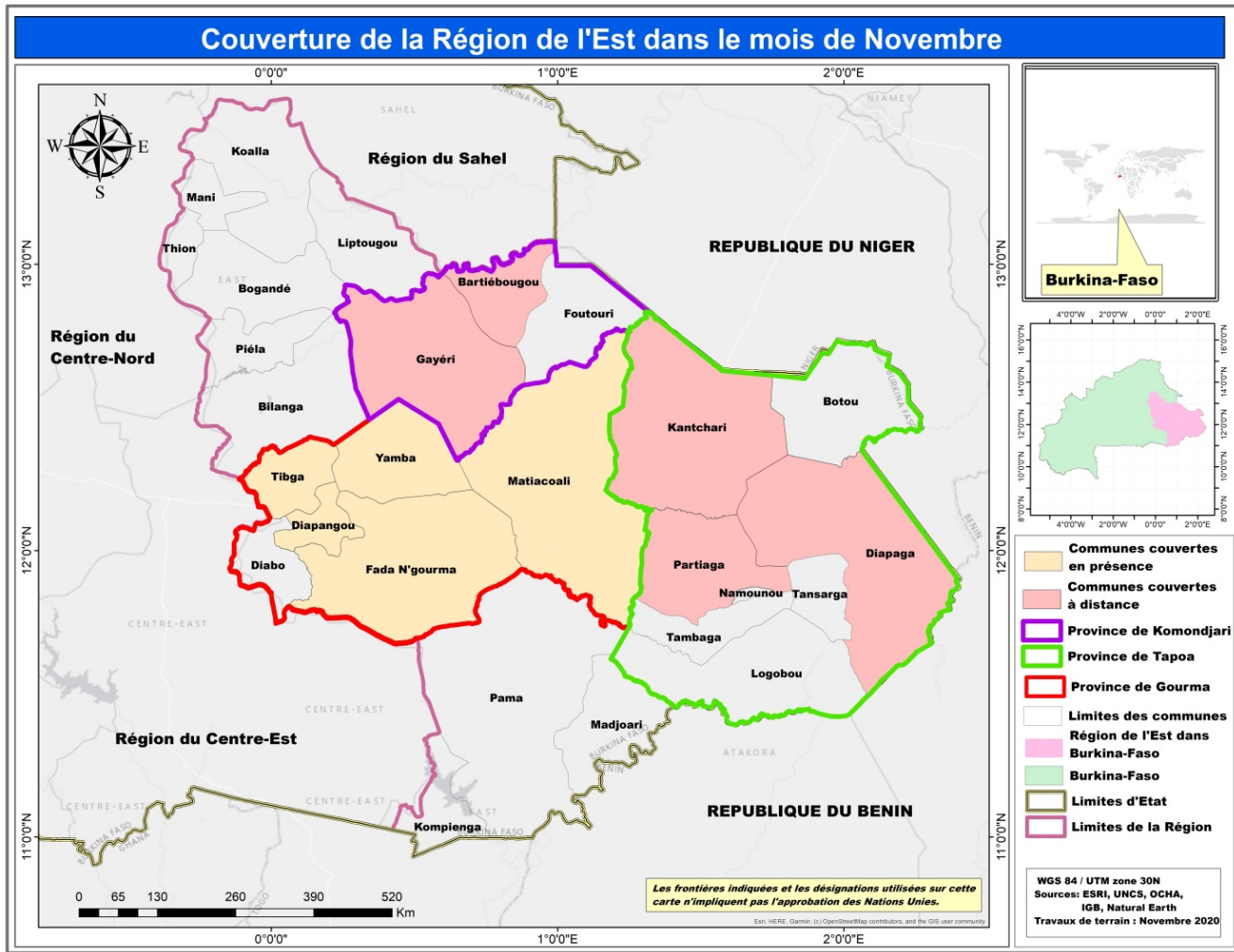
Nombre de participants par tranches d'âge



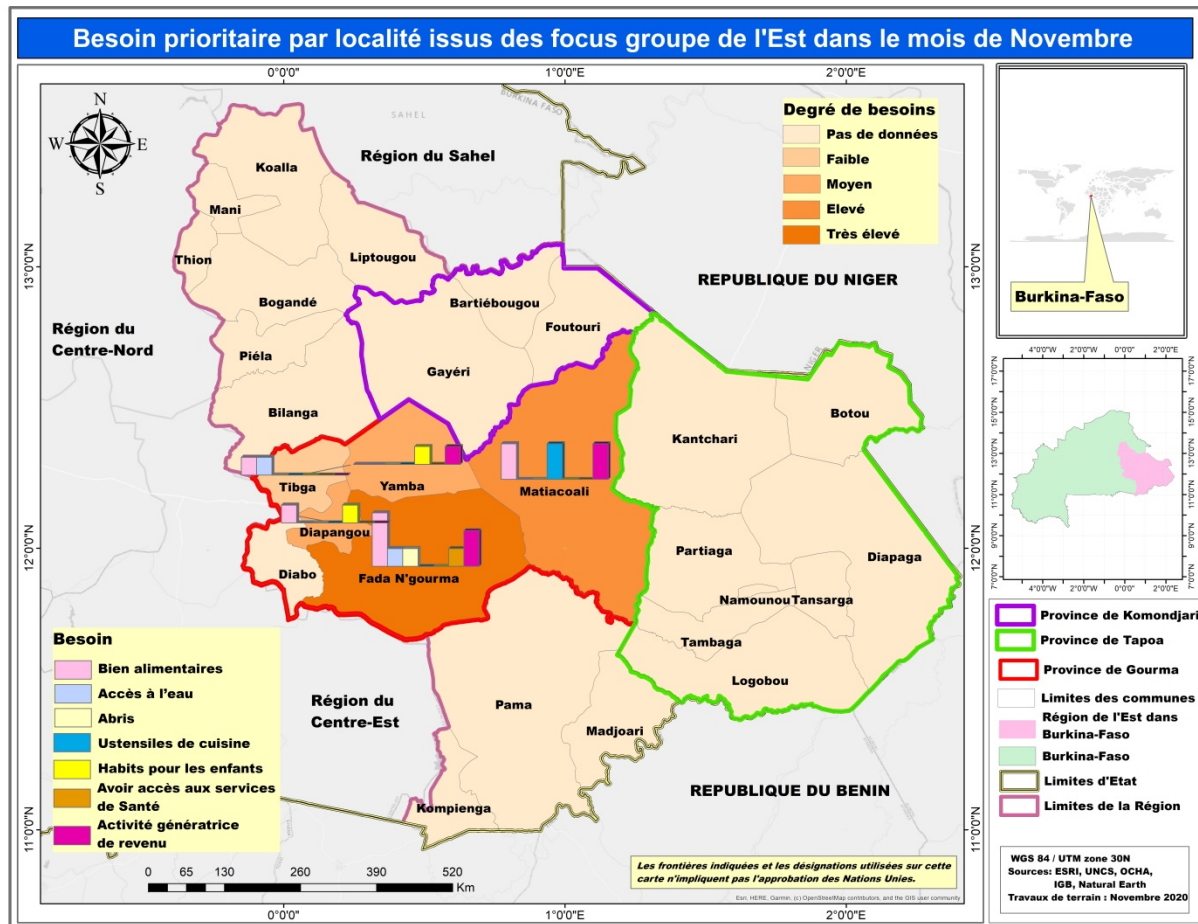
Source : Monitoring communautaire novembre 2020, INTERSOS-Est

Les provinces de la Tapoa et de la Komondjari ont été couvertes via le monitoring à distance, par l'intermédiaire des points focaux et comités de protection desdites localités. Les communes de Gayéri et Bartiébougu ont été concernées dans la province de la Komondjari. S'agissant de la province de la Tapoa, en plus du monitoring à distance qui a concerné les communes de Diapaga, Partiaga et Kantchari, une mission de terrain d'identification des personnes à besoins spécifiques (PBS) a eu lieu à Diapaga.

Les zones à risques sécuritaires demeurent Natiaboani, Matiacoali, Nagré dans la province du Gourma ; et Bartiébougu dans la province de la Komondjari ; les communes de Logobou, Tansarga et Botou dans la Tapoa. Cette situation résulterait selon les participants aux focus groupes de la faible présence des forces de défense et de sécurité partout dans la région qui est la plus vaste du pays ; donc difficile à contrôler, mais aussi de l'absence de postes de contrôles dans ces localités. A cela s'ajoute la présence des HANI dans ces communes.



Source : Monitoring communautaire, novembre 2020, INTERSON



Source : Monitoring communautaire, novembre 2020, INTERSONS-Est

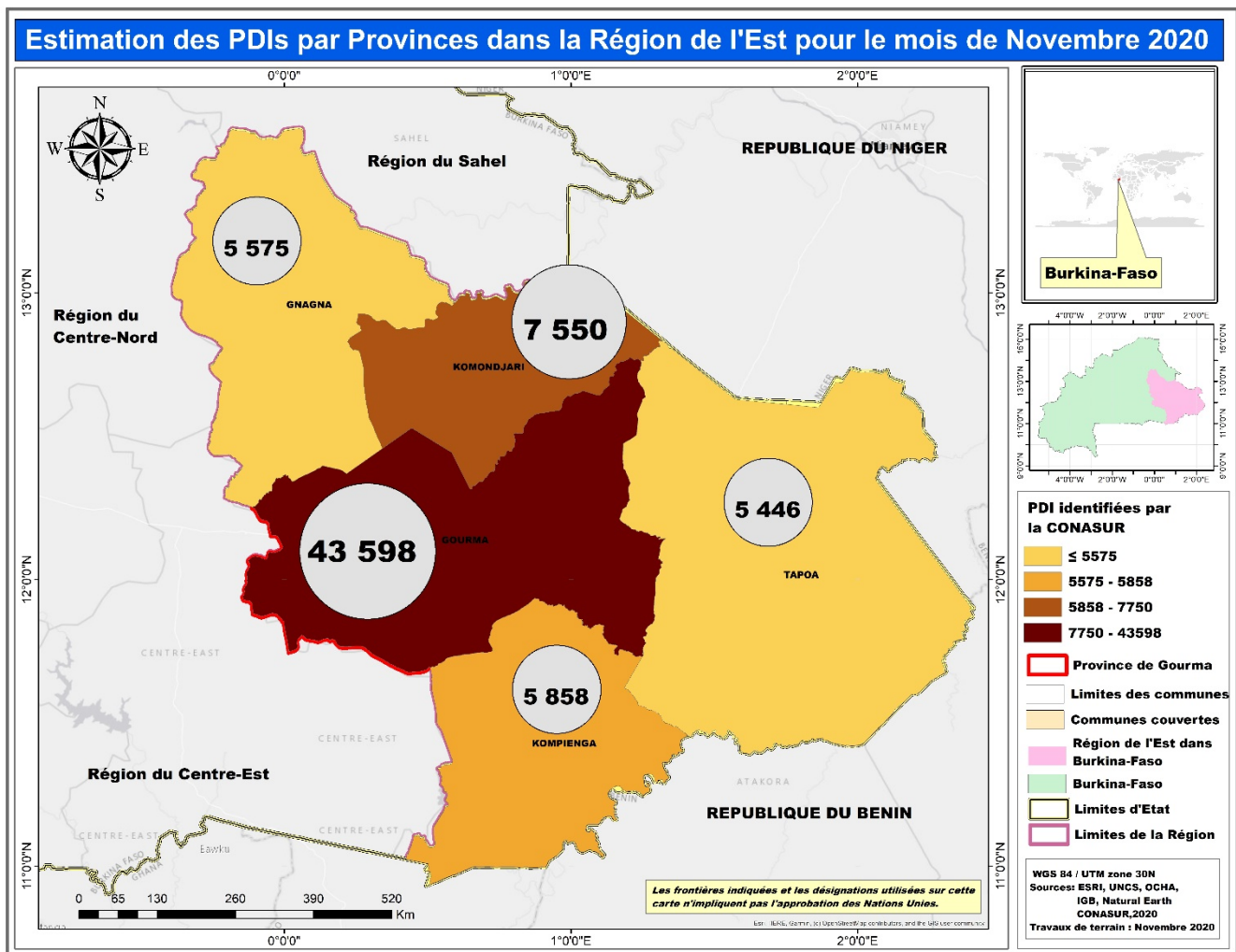
CARACTERISTIQUES DES MOUVEMENTS DE POPULATIONS

De façon générale, dans la région de l'Est, les mouvements de populations sont toujours caractérisés par des déplacements des zones périphériques vers les zones urbaines. Cela s'explique par le sentiment d'insécurité dans lequel se trouvent les populations en milieu rural ; un milieu qui n'est pas toujours couvert par les patrouilles selon les PDIs lors des focus group. Ainsi, les zones urbaines plus sécurisées constituent les zones d'accueil des personnes déplacées internes. On peut donc constater que les communes de Fada, Diapaga, Pama, Gayéri et Piéla enregistrent le plus grand nombre des personnes déplacées internes à cause de leur statut de communes urbaines. Les déplacements sont effectués à titre préventif pour éviter le pire, après des menaces des HANI ou post attaques.

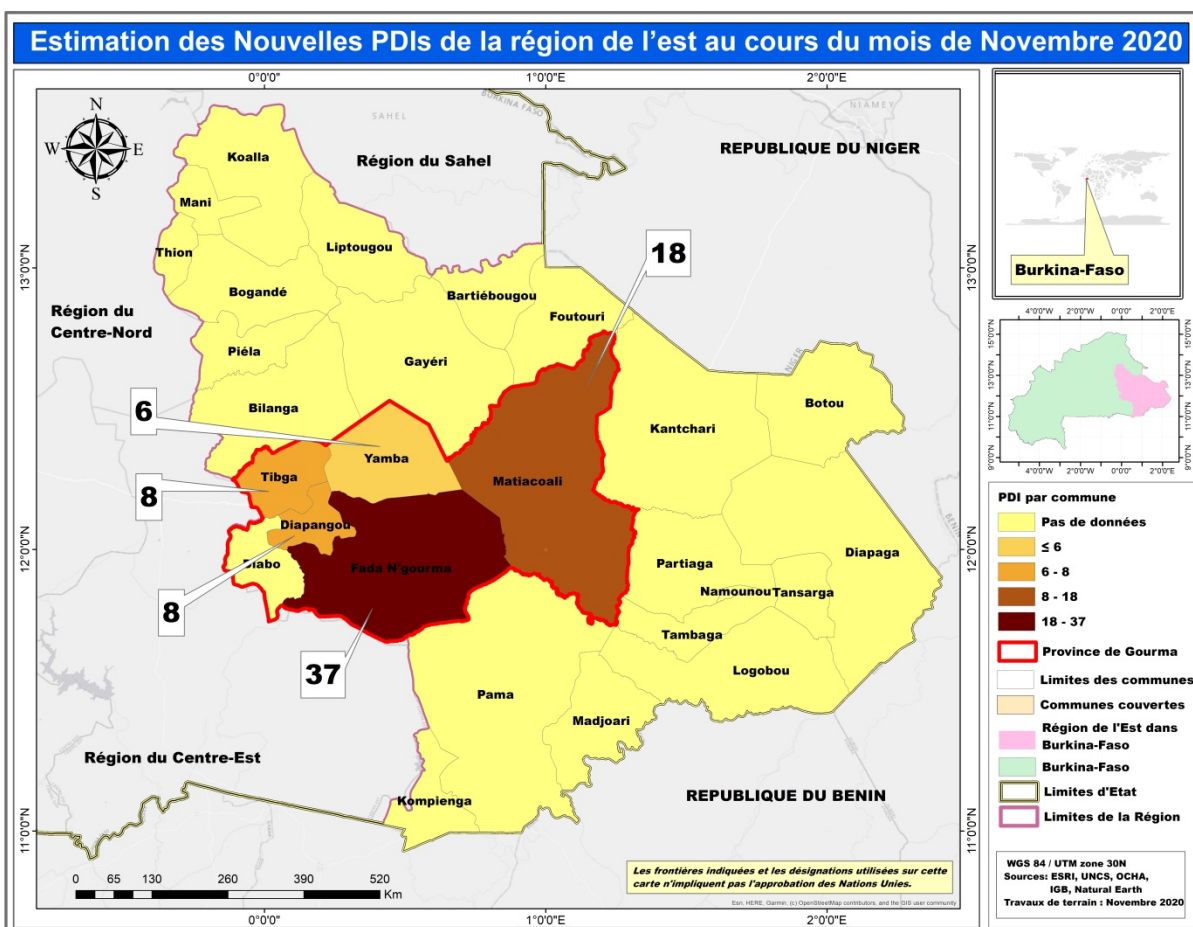
Au cours de ce mois, un mouvement de population suite à l'enlèvement d'un conseiller municipal dans le village de Namoungou par des hommes armés non identifiés a été constaté. Le déplacement a concerné 06 chefs de ménages proches de la victime et qui se sont réfugiés aux secteurs 11 et 1 de Fada. Après avoir été informé de la remise en liberté du Conseiller Municipal, ces derniers ont regagné leurs familles.

On enregistre selon le Conseil National de Secours d'Urgence et de Réhabilitation (CONASUR), **68027** déplacés dans la région de l'Est dont **12730** hommes, **14 651** femmes, **40646** enfants. Selon la répartition en fonction des provinces, nous avons donc

43 598 pour le Gourma, **7 550** dans la Komondjari, **5 858** pour la Kompienga, **5 575** pour la Gnagna et **5 446** pour la Tapoa.



Source : SP/CONASUR

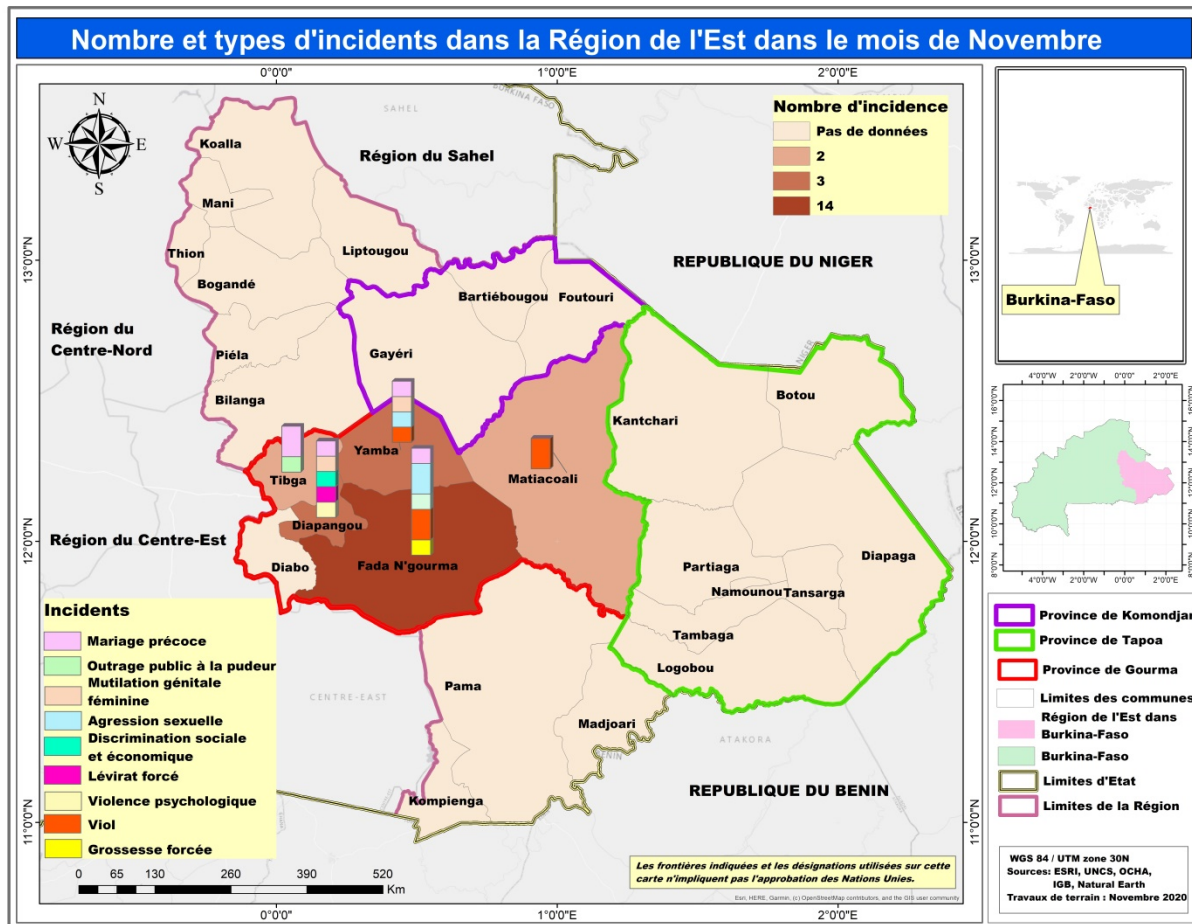


Source : Monitoring communautaire, novembre 2020, INTERSOS-Est

PROBLEMES DE PROTECTION

- **Situation sécuritaire - incidents de protection dans les zones sous couverture**

Dans la région de l'Est, les incidents de protection varient aussi bien dans l'espace que dans le temps. Les incidents ont été en partie similaires dans les provinces de la Tapoa, la Komondjari, et la Gnagna. Ces incidents sont entre autres, le pillage des dépôts pharmaceutiques, les assassinats, le suicide et les enlèvements. On constate un changement des typologies d'incidents enregistrés comparativement à celles du mois passé. Ainsi, on a enregistré donc 05 incidents portant atteintes au droit à la vie, 03 incidents portant atteintes au droit à la propriété, 02 incidents portant atteintes à la liberté de la personne, 02 incidents portant atteintes à l'intégrité physique et psychique et 01 incident portant sur des déplacements forcés de personnes (confer liste des incidents en annexe).



Source : Monitoring communautaire, novembre 2020, INTERSOS-Est

- **Les atteintes au droit à la vie** : Les violations au droit à la vie au cours de ce mois se sont caractérisées par le suicide d'une femme PDI âgée de 26 ans à Maticoali, **laissant derrière elle 04 orphelins dans le besoin d'assistance**, la découverte de deux **corps sans vie** criblés de balles dont un à Foamboanli dans la Tapoa et un autre à Tankwarou dans la Komondjari. Il faut ajouter à cela la fusillade d'un homme dans une mosquée par des GOA à Komondjari et celui d'un présumé terroriste par un groupe d'auto-défense kolgwéogo dans la Gnagna. C'est au total cinq (05) personnes dont 04 hommes et une femme qui ont été victimes des atteintes au droit à la vie. INTERSOS a apporté une assistance psychologique et financière aux orphelins (au nombre de 03) de la femme suicidaire.
- **Atteintes au droit à la propriété** : il s'agit du braquage à domicile d'un agent de santé dans la Gnagna où la victime s'est vue dépouillée de ses biens par des **hommes armés non identifiés (HANI)**. Il faut ajouter à cela le braquage de deux dépôts pharmaceutiques ; dont un à Tatiangou dans la commune de Partiaga et un autre dans la commune de Mani à Koulofo par un groupe d'hommes armés non identifiés au nombre de 06.
- **Les atteintes au droit à la liberté et à la sécurité de la personne** : Des enlèvements de civils par des HANI se sont produits au cours de mois de novembre. En effet, un conseiller municipal a été

enlevé dans le village de Namoungou, dans la commune de Fada mais il a été relâché par la suite. La province de la Komondjari a enregistré l'enlèvement de 04 hommes dont une personne déplacée interne à Gayéri et les 03 autres à Komonpouoma. Un (01) parmi les 04 victimes a été libéré un jour après.

- **Les atteintes à l'intégrité physique et psychique** : Trois staffs d'une organisation humanitaire **ont été menacés et bastonnés par des HANI lors de leurs activités communautaires à Tapoadjerma, dans la Tapoa pour raison d'interdiction de regroupement de personnes dans ce village.** Les habitants du village de Tontolibouli, ont aussi été menacés par des hommes armés non identifiés de pas participer au double scrutin du 22 novembre quelques jours avant les élections. Finalement les votes n'ont pas pu se dérouler dans ce village.
- **Les déplacements forcés de populations** : six (06) chefs de ménages du village de Namoungou après l'enlèvement, d'un des leurs par des HANI, ont quitté le village de Namoungou pour se mettre en sécurité à Fada. Ces derniers au jour suivant, sont retournés dans leur village après la libération de la victime.

Le mois de novembre, a connu une présence remarquable des HANI dans les provinces de la Tapoa à Mangou, dans le Gourma à Ougarou et Matiacoali ; et dans la Komondjari à Bartiebougou et Foutouri.

On a constaté également une présence des FDS et des Volontaires pour la Défense et de la Patrie qui ont multiplié les patrouilles ou les opérations de ratissage après des incidents.

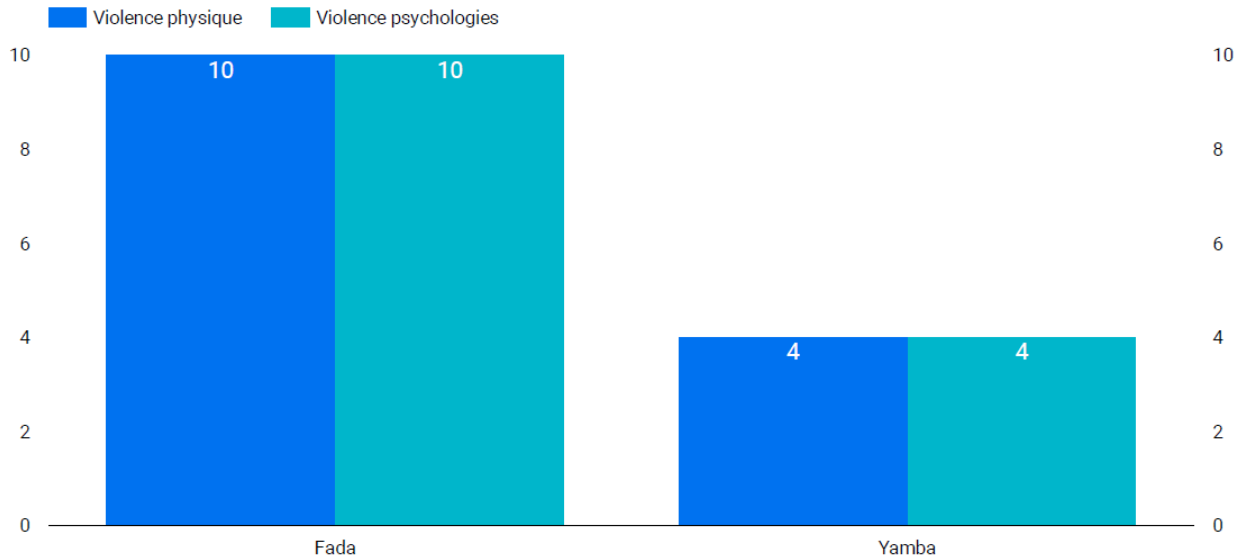
En somme, les populations des localités couvertes par le monitoring au cours de ce mois sont confrontées à la dure réalité de l'insécurité avec tout son corollaire dans la région. Même s'il est difficile de justifier le suicide, celui de la jeune femme de Matiacoali pourrait être lié à la crise humanitaire actuelle dans la région et le désespoir qui en résulte.

- **SGBV**

La violence basée sur le genre (VBG) est une problématique que l'on rencontre dans toutes les provinces de la région de l'Est. Cependant, le signalement des cas demeure une difficulté partagée dans toutes les communes. Cette réalité peut être due à la crainte de la stigmatisation ou du rejet de la communauté comme le justifient les participants aux différents focus groups de discussions.

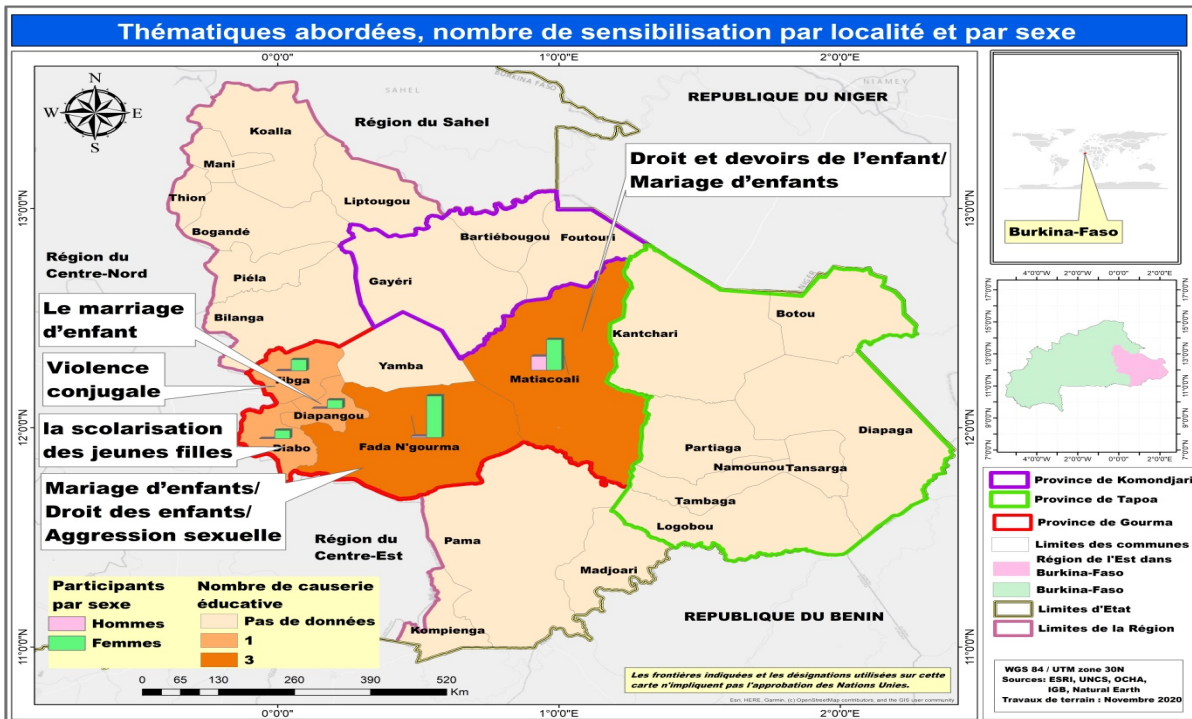
Malgré tout, et grâce aux sensibilisations faites, 14 cas de VBG ont été admis ce mois. Parmi ceux-ci, on a été identifié 5 cas de violences psychologiques et 5 cas de dénis de ressources dans la commune de Fada, et 4 cas de violences physiques dans la commune de Yamba, dans la province du N'Gourma.

Nombre de VBG par localité



Source : Monitoring communautaire, novembre 2020, INTERSOS-Est

Si toutes ces survivantes bénéficient d'une prise en charge holistique conformément à leurs plans d'actions individuels, nous devons signaler que 82 autres femmes et filles en âges de procréer et exposées aux VBG ont bénéficié d'appuis en kits de dignité sous forme de cash.



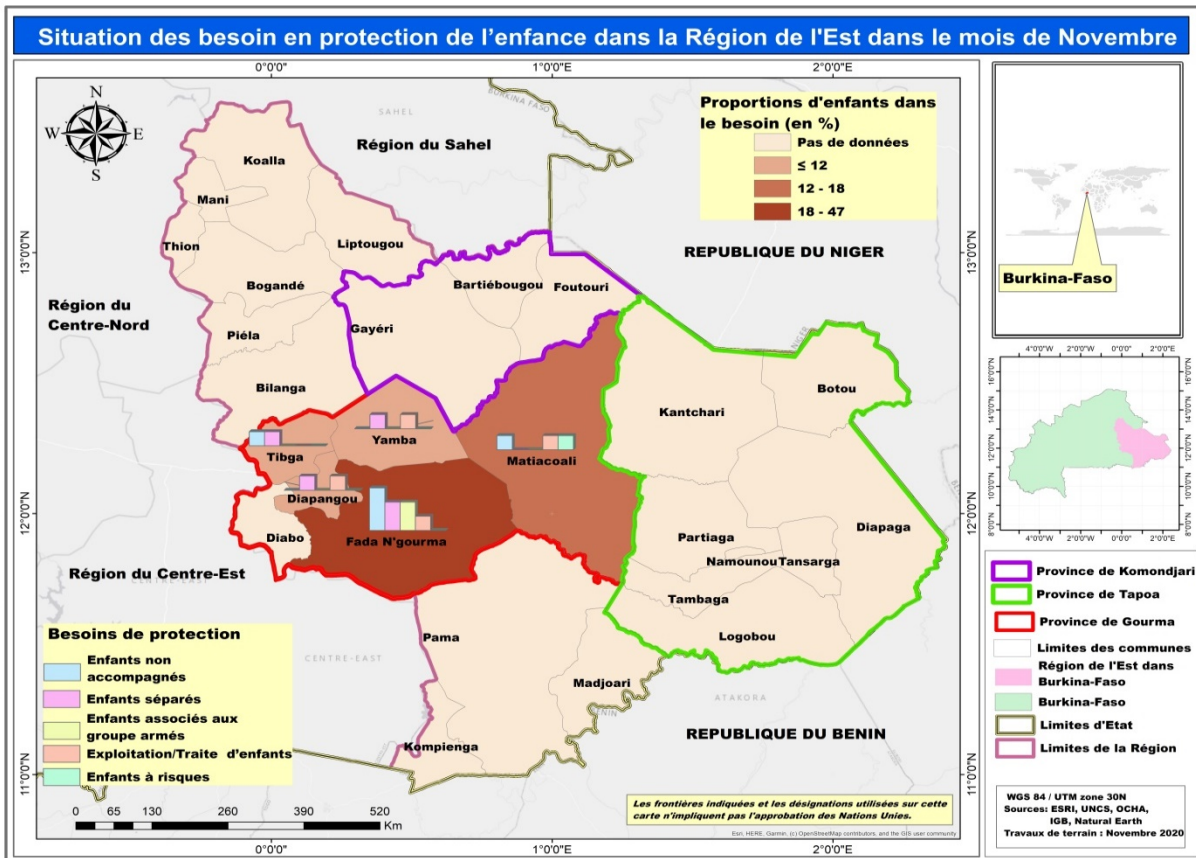
Source : Monitoring communautaire, novembre 2020, INTERSOS-Est

Les activités communautaires de prévention des violences basées sur le genre telles que les causeries éducatives et les animations psychosociales ont été réalisées dans la province du Gourma. Les thèmes ont porté sur la « **prévention des mariages précoces** », « **la prévention des violences conjugales** », « **la scolarisation des jeunes filles** », « **les agressions sexuelles** », « **les droits et devoirs de l'enfant** ». Sept (7) causeries éducatives dont, 03 à Matiacoali, 01 à Tibga, 01 à Diabo et 02 à Fada ont été réalisées avec 166 personnes 8 animations psycho-sociales dont 04 à Fada, 02 à Yamba, 02 à Diapangou ont également permis de toucher 291 personnes.

- **Protection de l'enfance**

Les enfants sont une catégorie encore plus fragile au sein des PDI's méritant une attention particulière. Nombreux sont les enfants qui se retrouvent dans la rue à cause de la crise actuelle et le déplacement qui en résulte, d'autres font la mendicité passant de restaurant en restaurant pour avoir de quoi se nourrir, ce cas est fréquent dans la commune de Fada.

Les travaux exercés par les enfants dans les maisons d'accueil comme aides ménagères, la lessive et l'implication dans le petit commerce ont été des réalités visibles au cours de ce mois, dans les communes de Fada, Matiacoali et Diapangou. En termes de besoins de protection pour ces enfants, une assistance pour leur **réinsertion au système éducatif, des parrainages pour les besoins fondamentaux de survie tels que la santé, les vivres, et un logement** adéquat sont nécessaires. INTERSOS dans ses actions de réponse, a réalisé des causeries éducatives pour le renforcement du respect de droits de l'enfant à Fada et Yamba. **Une assistance cash est également faite pour le soutien des enfants vulnérables. A cet effet des élèves déplacées au nombre de 08 ont été assistés par un cash de 30 000F chacun pour les besoins de loyer, de matériel scolaire et hygiénique, dans la commune de Diapaga, province de la Tapoa.** L'organisation Children Believe et OCADES œuvrent dans le cadre du parrainage pour la rescolarisation des enfants déscolarisés et aussi leur prise en charge sanitaire.



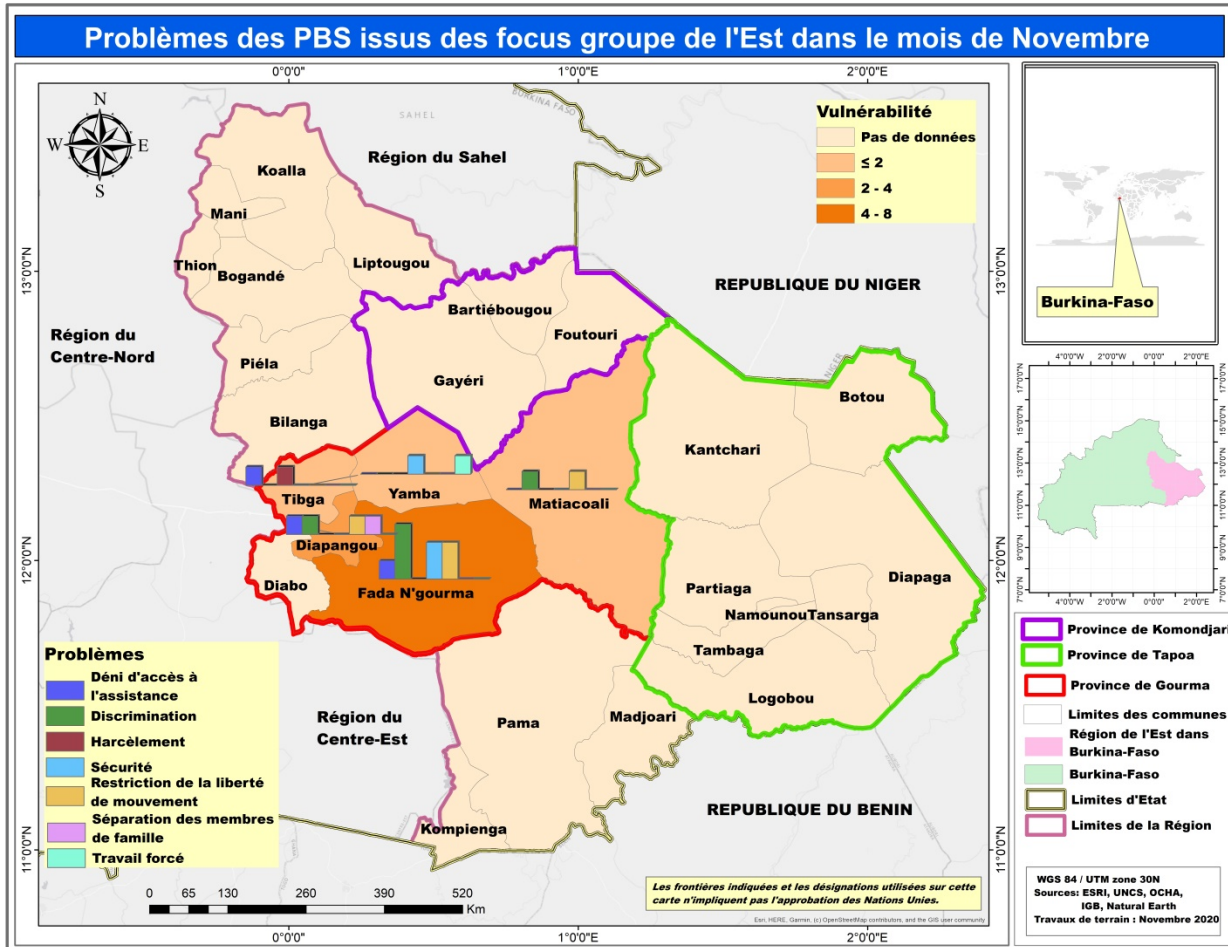
Source : Monitoring communautaire, novembre 2020, INTERSOS-Est

De ce graphique, il apparaît clairement que les vulnérabilités dans lesquelles se retrouvent les enfants sont beaucoup plus, la séparation familiale et l'exploitation/négligence. L'exploitation concerne les enfants qui effectuent des travaux dans les maisons d'accueil au profit de la population hôte, comme les récoltes, les travaux ménagers et des activités commerciales. On rencontre ces cas dans les communes de Fada, Matiacoali, Diapangou, Yamba et Tibga dans la province du Gourma. A Fada par exemple, lors des Focus Groups, il a été signalé la présence d'enfants dans les groupes d'opposition armés radicaux ; toutefois, aucune précision sur leur nombre et leurs identités n'a été obtenue. La séparation familiale suite à la crise laisse constater la présence d'enfants non accompagnés, d'enfants séparés et victimes d'exploitation, surtout à Fada et Matiacoali. Les élèves ayant trouvé de la place pour la réintégration au système scolaire dans les zones d'accueil rencontrent des difficultés à honorer les frais de scolarité. L'insuffisance des salles de classes et la difficulté d'intégration à cause de la stigmatisation liée à leur statut de PDI sont d'autres obstacles à l'accès à l'éducation.

- **Problèmes spécifiques de protection et personnes ayant des besoins spécifiques (PBS)**

Les groupes qui ressentent beaucoup plus les effets de la crise sont les personnes âgées, les enfants, les femmes cheffes de ménages et les personnes vivant avec un handicap. Des informations reçues des focus groups, il ressort que les personnes âgées sont très souvent dans des situations critiques.

N'ayant plus de force de travail, ces derniers souffrent d'une inattention de la population. Ils font face à des maladies diverses à cause du manque d'hygiène ou de soins santé.



Source : Monitoring communautaire, novembre 2020, INTERSOS-Est

En ce qui concerne des femmes cheffes de ménages sans revenus, bon nombre d'entre-elles sont dans l'incertitude du manque de nouvelles de leurs maris enlevés ou disparus. A ce choc, il faut ajouter l'obligation d'assumer la responsabilité de la charge familiale. Comme mesure d'adaptation, elles se donnent aux activités dans les ménages comme la lessive, la vaisselle de porte en porte et même souvent à la mendicité dans la rue précisément dans les communes de Fada, Diapangou et Matiacoali.

Quant aux enfants, la déscolarisation demeure une triste réalité dans les zones d'accueil. Beaucoup d'enfants ne continuent plus l'école à partir de leurs localités de déplacements. On rencontre des enfants mendiants, d'autres exercent le petit commerce comme ambulants avec tous les risques de protection associés. Ces cas sont estimés au moins à 50 cas dans la ville de Fada que l'on peut apercevoir dans les rues.

La plupart de ces personnes vulnérables sont des personnes déplacées internes avec des besoins variés en soins de santé et en alimentation, en activités génératrices de revenu, en eau de boisson et en abris. Mais, on rencontre aussi des femmes cheffes de ménages avec plusieurs membres à charges sans

revenus ; et les personnes âgées manquant de soutien dans les communautés hôtes. Dans le cadre des assistances, 12 personnes à besoins spécifiques dont 01 homme enlevé et relâché, 3 femmes dont 01 malade chronique, 02 veuves cheffes de ménages de plus de six membres à charges ont été soutenues.

Témoignage d'un élève PDI en classe d'examen soutenu par INTERSOS en cash

« Mon père a été enlevé en juin 2020 par des hommes armés. Depuis lors, nous n'avons plus de ses nouvelles. Notre situation en famille est devenue très difficile pour moi, mes frères et notre mère ; je devais dès lors quitter les bancs car n'ayant pas une personne pour me soutenir à poursuivre mes études. Je suis allée rester chez un oncle pour avoir au moins à manger. A la rentrée scolaire, j'ai pu trouver une place dans un établissement pour mes études mais jusqu'aujourd'hui, les moyens faisaient défaut. Je pars chaque fois avec la crainte d'être expulsé. Après échanges avec des agents de INTERSOS à la fin d'une de leur animation, j'ai été assisté avec 30 000 CFA pour assurer la partie restante de ma scolarité qui était de 22500 CFA et la somme restante à 7500 CFA pour du matériel hygiénique et quelques fournitures. Je suis maintenant rassuré de pouvoir terminer l'année et me préparer sereinement pour le BEPC ».

- **Etat de droit**

Dans la région de l'Est, certaines localités connaissent l'absence des autorités administratives. C'est le cas des communes rurales telles que Bartiébougu, Tansarga, Logobou et Botou. Mais des patrouilles de forces de défense et de sécurité s'y effectuent de temps à autres. Il convient de noter que des patrouilles et des contrôles par les forces de défense et de sécurité sur les axes reliant les chefs-lieux des provinces à la région se font au quotidien. Il faut également ajouter le contrôle des compagnies de transport par les VDP dans les communes de Fada et de Matiacoali, dans la province du Gourma.

Les communes urbaines des chefs-lieux des provinces comme Fada, Diapaga, Gayéri, Bogandé sont les localités où la population peut accéder à un minimum de services sociaux de base tels que la santé et la justice. Mais, cet accès reste encore difficile pour les personnes déplacés internes à cause du manque de certains papiers importants qu'ils ne possèdent pas tels que les actes de naissance.

Dans le cadre des élections, 05 communes dont Logobou, Tansarga, Botou, Bartiébougu et Foutouri sur les 27 communes que compte la région de l'Est n'ont pas pu porter leurs voix pour le choix des dirigeants. En rappel, la circulation des personnes est règlementée par un couvre-feu allant de 00h à 04h du matin dans la ville de Fada ; et de 22h à 4h00 dans les autres contrées de la région.

- **Protection basée sur la communauté - comites de protection**

Les communautés jouent un rôle important dans la réalisation des activités de protection comme l'identification des personnes à besoins spécifiques, le relai des informations en cas d'incidents, le signalement ainsi que la prévention des cas de violences basées sur le genre.

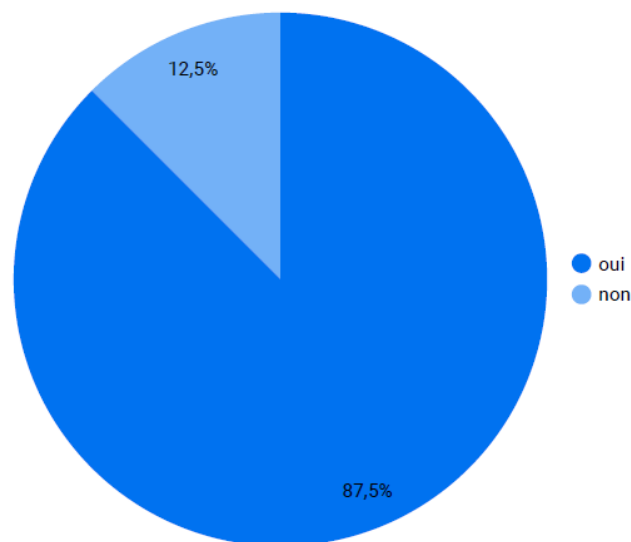
Au cours de ce mois, aucune formation n'a été réalisée à leur intention mais ces derniers ont facilité la tenue des activités telles que les causeries éducatives et les animations psychosociales. Les incidents de protection au nombre de 13 ont fait tous l'objet d'alerte par les points focaux en complicité avec les membres de comités de protection communautaire. En termes de facilitation, ils ont œuvré à la mobilisation de la communauté pour la tenue du monitoring communautaire par le moyen des focus groups et les sensibilisations sur les VBG.

- **Situation de LTB dans la zone de déplacement et de retour**

Le logement constitue un des majeurs problèmes auxquels les personnes déplacées font face. À défaut d'être logé avec des proches dans une famille d'accueil, le recours à la location a été constaté avec la difficulté d'honorer les frais de loyer à la fin du mois. L'accès au logement dépend des moyens financiers dont on dispose. Ainsi, selon sa bourse, on peut soit acquérir un terrain non loti et y construire avec aucune base sur la réglementation des textes en vigueur. C'est le cas des personnes déplacées internes installées aux secteurs 01, 02 et 11 de Fada.

L'accès aux terres et aux pâturages pour l'agriculture ou l'élevage est difficile pour les personnes déplacées internes. Dans les localités comme Yamba, Tibga et Diabo, par l'intermédiaire des amis ou parents de la localité, les PDIs avaient pu obtenir en début de saison des petites portions de terre des activités agricoles avec les premiers déplacements. Mais, cette situation a changé avec les PDIs qui sont arrivés en pleine saison. La difficulté d'accès aux terres est une problématique qui touche toutes les communes d'accueil des provinces affectées par la crise de l'insécurité.

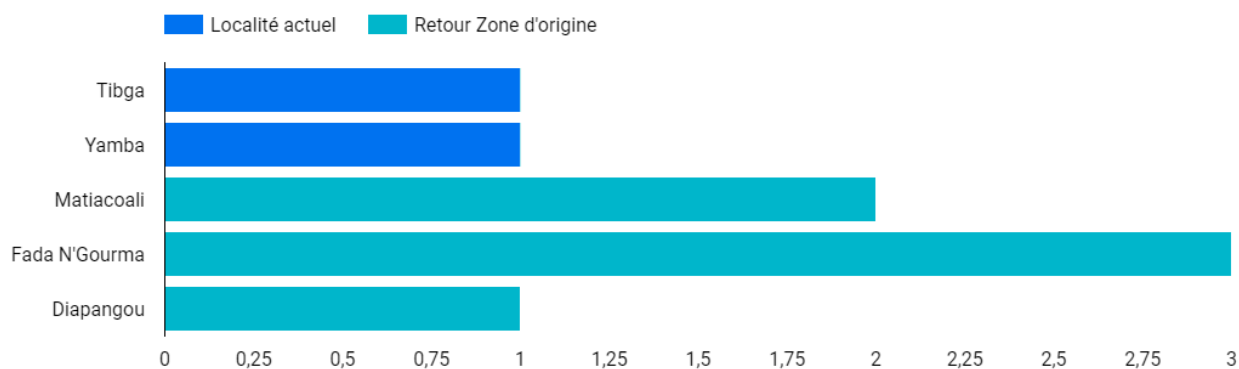
Difficultés d'accès à la terre



Source : Monitoring communautaire, novembre 2020, INTERSOS-Est

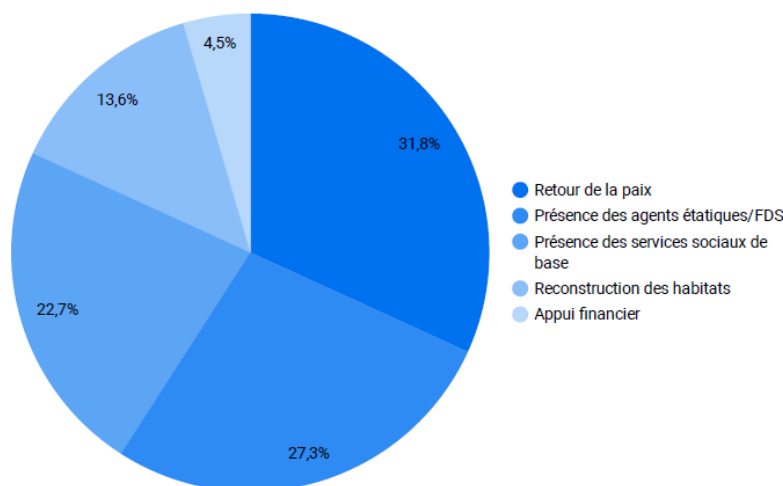
SOLUTIONS DURABLES

Intentions pour l'avenir



Source : Monitoring communautaire, novembre 2020, INTERSOS-Est

Conditions pour le retour



Source : Monitoring communautaire, novembre 2020, INTERSOS

A l'analyse de ces deux graphiques, on s'aperçoit que les PDIs de Yamba et Tibga rencontrées lors des focus groups, sont pour l'intégration locale. En revanche, celles de Matiacoali, Fada et Diapangou souhaitent retourner à leurs lieux d'origine. Cependant, le retour de la paix, la présence des services sociaux de base et des appuis financiers ont été entre autres préalables énumérés.

SYSTEME DE PARTAGE D'INFORMATION ET COORDINATION

Au niveau de la coordination, INTERSOS a accueilli deux (02) réunions du domaine de responsabilité des VBG. Ces réunions ont été des occasions pour nous, de présenter l'ensemble des activités qui sont menées par INTERSOS avec l'appui financier du partenaire (UNHCR). Nous avons également renseigné l'outil de collecte de données le 5W et transmis au cluster Protection de l'Est pour faciliter la visibilité

de nos activités. INTERSOS prend part et apporte sa contribution aux réunions de coordination des acteurs humanitaires au niveau de la région pour une synergie d'actions dans la protection des populations. Dans la perspective des référencement, la cartographie des acteurs de réponse est régulièrement mise à jour et partagée aux autres acteurs qui s'en intéressent.

RECOMMANDATIONS ET ACTIONS DE SUIVI REQUISES

RECOMMANDATIONS GENERALES (dans quel domaine, pour quelle localité et a quelle entité)

Recommandations	Actions	Localités des bénéficiaires.	Recommandations adressées à
<ul style="list-style-type: none"> Etendre l'assistance en vivres du PAM dans la province de la Tapoa 	<ul style="list-style-type: none"> Inclure 800 PDIs élèves dans la distribution des vivres. 	<ul style="list-style-type: none"> Communes de Diapaga, Fada 	PAM + INTERSOS
<ul style="list-style-type: none"> Appuis à la construction d'abris au profit des personnes âgées 	<ul style="list-style-type: none"> Appuis à la construction de 45 abris. 	<ul style="list-style-type: none"> Kantchari 	ABRIS/AME
<ul style="list-style-type: none"> Assistance en kits d'hygiène au profit des PDIs de la ville de Fada 	<ul style="list-style-type: none"> Disposer 350 kits d'hygiènes 	<ul style="list-style-type: none"> Fada, Tankibargou, Ountandeni 	Cluster Wash
<ul style="list-style-type: none"> Renforcement de la cohésion sociale 	<ul style="list-style-type: none"> Renforcement de la cohésion sociale intercommunautaires 	<ul style="list-style-type: none"> Tanwalbougou-Namoungou 	CONASUR+ Action Humanitaire +MATDCS

PROTECTION TRANSVERSALE

CLUSTER	LOCALITES	PROBLEMES	RECOMMANDATIONS
SECURITE, ALPC, REG MINES,	Tapoa Matiacoali Kompienga	-Insécurité -Présence et menaces des HANI	<ol style="list-style-type: none"> Faire un plaidoyer pour la sécurisation des périphériques des localités Intensifier les patrouilles dans les localités de Matiacoali, Tapoa-Djerma Tanwalboubou.
EDUCATION	Diapaga Fada	Besoin d'assistance en matériels équipement scolaire au profit des élèves déplacés Internes	<ol style="list-style-type: none"> Plaidoyer pour une assistance en vivres aux élèves déplacées internes dans la ville de Diapaga et de Fada Parrainages scolaires des élèves déplacés.
SANTE/NUTRITION	Diapaga Kantchari Fada	-Risques de maladies liées à l'insuffisance d'hygiène -Risques de malnutrition sévère chez les enfants	<ol style="list-style-type: none"> Sensibilisation des communautés sur les maladies liées au manque d'hygiène ; Dotation des familles en kits d'hygiène et sanitaires.

ACCES A L'EAU POTABLE ET INFRASTRUCTURE D'ASSAINISSEMENT	Fada Tchomboaro Bolontou Lantaogo Koulpissa	La région connaît une insuffisance des ressources en eau potable. Il faut ajouter à cela le besoin accrue dû à l'arrivée des PDI et aussi le coût de l'eau. De ce fait, l'accès à l'eau est très limité dans les zones d'accueil, idem pour les toilettes. L'ONEA ne semble pas pouvoir satisfaire à la demande en eau.	<ol style="list-style-type: none"> 1. Augmenter les sources d'approvisionnement en eau (forages modernes, puits à grands diamètres) 2. Impliquer les populations dans la réalisation d'infrastructures Wash (latrines, lave-mains etc.)
ABRIS ET VIVRES	<ul style="list-style-type: none"> • Fada • Diapangou • Tibga • Yamba • Kantchari • Diapaga • Kompienga 	Malgré les efforts consentis par le HCR, Plan et OIM l'accès aux abris demeurent l'un des besoins exprimés par les PDI. Du côté des vivres, le PAM à travers INTERSOS, et le CICR sont venus renforcer les distributions faites par l'Action Sociale, mais elles sont encore nombreuses ces PDI qui n'arrivent pas à se garantir 2 repas par jour.	<ol style="list-style-type: none"> 1. Octroyer des appuis financiers pour la location et/ou des matériaux de construction ; 2. Renforcer la sécurité en vue de l'acheminement de vivres et non vivres dans les zones à risques comme Nagré et Natiaboani par les humanitaires et les commerçants ;
COEXISTENCE PACIFIQUE	<ul style="list-style-type: none"> • Matiacoali • Tanwalbougou • Namoungou 	Les préjugés et la stigmatisation sont des tristes réalités constatées dans ces localités qui sont toutes de la province du Gourma.	<ol style="list-style-type: none"> 1. Réalisation de dialogues intercommunautaires sur la cohésion sociale entre les PDI et les populations hôtes.

Annexes

Tableau des incidents.

N	Localités	Description de l'incident	Types de violations	Personnes directement affectées par l'incident
1.	Gnagna/Bogandé/ Ouadangou	Atteinte au droit à la vie : des koglweogo ont assassiné un présumé membre d'un GOA à Ouadangou le 1/11/2020	-Violation du droit à la vie	Un homme
2.	Tapoa/Diapaga/ Foamboanli	Atteinte au droit à la vie : un corps sans vie criblé de balle a été retrouvé le à Foamboanli dans la Tapoa le 04/11/2020	-Violation du droit à la vie	Un homme

3.	Gourma/Fada/ Matiacoali	Atteinte au droit à la vie : une femme PDI âgée de 26 ans s'est suicidée à Matiacoali le 07/11/2020	-Violation du droit à la vie	Une femme de 26 ans, laissant derrière 04 enfants orphelins.
4.	Komondjari/Gayéri/ Dagou	Atteinte au droit à a vie : Des HANI ont fusillé un civil pendant que ce dernier se réfugiait dans une mosquée à Dagou dans la Komondjari le 08/11/2020	Violation du droit à la vie	Un homme
5.	Komondjari/Gayéri/ Tankwarou	Atteinte au droit à la vie : un corps criblé de balles sans vie a été retrouvé à Tankwarou le 12/11/2020	-Violations du droit à la vie	01 hommes tué
6.	Tapoa/Partiaga/ Tatiangou	Atteinte au droit à la propriété : des HANI ont braqué le dépôt pharmaceutique du village de Tatiangou le 25/10/2020	-Violation du droit à la propriété	Aucune perte en vie humaine.
7.	Gnagna/Bogandé	Atteinte au droit à la propreté : Quatre bandits ont braqué un infirmier et le dépouiller de tous ses biens dans la Gnagna le 1/11/2020	-Violation du droit à la propriété	Aucune perte en vie humaine.
8.	Gnagna/Mani/Koulfo	Atteinte au droit à la propriété : deux membres d'un groupe criminel ont braqué un dépôt pharmaceutique à Koulfo le 9/11/2020	-Violation du droit à la propriété	Aucune perte en vie humaine.
9.	Tapoa/Diapaga/ Tapoadjerma	Atteinte à l'intégrité psychique et physique : une équipe d'une ONG a été menacée par des coups de bastonnade à Tapoadjerma le 04/11/2020	Violation au droit à l'intégrité physique et psychique.	02 hommes + 01 femme
10.	Tapoa/Diapaga/ Tontolibouli	Atteinte à l'intégrité psychique et physique : le village de Tontolibouli a été menacé par des HANI à ne pas voter aux élections le 17/11/2020	Violation au droit à l'intégrité physique et psychique	Toute la communauté.
11.	Gourma/Fada/ Namoungou	Atteinte au droit à la liberté individuelle : un conseiller villageois a été enlevé par des HANI à Namoungou, le 11/11/2020	Atteinte au droit à la liberté	01 homme
12.	Komondjari/Gayeri/ Komonpouma	Atteinte au droit à la liberté individuelle : 04 personnes ont été enlevées dont 01 à Gayeri et 03 à Komonpouma le 17/11/2020	Atteinte au droit à la liberté	04 hommes dont 01 libéré par la suite
13.	Gourma/Fada/ Namoungou.	Déplacement de population : six chefs de ménages se sont déplacés de Namoungou à Fada suite à un incident d'enlèvement le 11/11/2020.	Atteinte à la liberté de la personne.	06 hommes mais par la suite sont retournés dans leur résidence habituelle.